



Cliniques Juridiques

Volume 8 – 2025

Editorial

Dieudonné Kossi

*Pour citer cet article : Dieudonné Kossi, « Editorial », *Cliniques juridiques*, Volume 8, 2025 [<https://cliniques-juridiques.org/?p=1119>]*

Licence : Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d’Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International

Editorial

Dieudonné Kossi

1. L'accès au droit et à la justice demeure, dans de nombreux contextes du Sud global, un défi structurel marqué par la persistance des inégalités sociales, territoriales et économiques, la pluralité des systèmes normatifs et l'émergence rapide de nouveaux enjeux technologiques. Face à ces mutations profondes, les cliniques juridiques universitaires s'affirment de plus en plus comme des espaces hybrides d'apprentissage, de production de savoirs et d'engagement social.
2. Ce septième volume 8 de la *Revue des Cliniques Juridiques Francophones* s'inscrit dans cette dynamique. Il met en lumière la capacité des cliniques juridiques à contribuer concrètement à la démocratisation de l'accès au droit, tout en renouvelant les pratiques pédagogiques et les cadres épistémiques du savoir juridique. Les contributions réunies interrogent à la fois le rôle des universités publiques dans la gouvernance juridique, l'accompagnement des populations vulnérables et la formation de juristes aptes à intervenir dans des contextes marqués par le pluralisme juridique.
3. Le numéro accorde également une attention particulière aux transformations induites par les nouvelles technologies. Intelligence artificielle, protection des données personnelles et fracture numérique sont analysés à travers le prisme de l'accès effectif au droit, révélant à la fois des opportunités d'innovation et des risques d'exclusion renouvelée.
4. En croisant des expériences issues d'Afrique francophone, d'Afrique anglophone et d'approches transrégionales, ce volume témoigne de la vitalité du mouvement clinique et de son potentiel transformateur. Il invite à repenser le droit non comme un savoir abstrait, mais comme un outil vivant au service de la justice sociale, de l'inclusion et de la dignité humaine.
5. La rédaction espère que ce numéro nourrira les réflexions des universitaires, praticiens, étudiants et acteurs institutionnels engagés dans la promotion d'un accès au droit réellement universel.